

**Assemblée générale**

Quarante-neuvième session

108^e séance plénière

Lundi 18 septembre 1995, à 10 h 30

New York

*Documents officiels**Président* : M. Essy (Cote d'Ivoire)*La séance est ouverte à 11 h 5.***Point 10 de l'ordre du jour (suite)****Point 112 de l'ordre du jour (suite)****Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation****Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations (Article 19 de la Charte) (A/49/838/Add.5)**

Le Président : À sa 107^e séance plénière, le jeudi 14 septembre, j'ai informé l'Assemblée générale que, compte tenu de la communication datée du 14 septembre que m'a adressée le Secrétaire général, distribuée en tant que document provisoire sous la cote A/49/838/Add.5, la Guinée-Bissau et la Mauritanie ont versé le montant nécessaire pour ramener le montant de leurs arriérés en deçà du montant indiqué dans l'Article 19 de la Charte. J'ai également été informé que la Guinée équatoriale a versé le montant nécessaire pour ramener le montant de ses arriérés en deçà du montant indiqué dans l'Article 19 de la Charte. La version définitive du document A/49/838/Add.5, dont l'Assemblée est saisie aujourd'hui, a été modifiée en fonction de ces nouvelles informations.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale prend dûment note de ces informations?

Il en est ainsi décidé.

Le Président : Comme suite à la présentation, en juin 1992, de l'«Agenda pour la paix», un groupe de travail officieux à composition non limitée a été constitué à la quarante-septième session de l'Assemblée générale pour examiner les recommandations formulées par le Secrétaire général dans son rapport et y donner suite. Au cours de ladite session, le Groupe de travail a présenté à l'Assemblée deux résolutions : la résolution 47/120 A, intitulée «Agenda pour la paix : diplomatie préventive et questions connexes»; et la résolution 47/120 B, qui portait sur les autres recommandations figurant dans le rapport.

Les membres se souviendront qu'à sa 98^e séance plénière, le 10 mars 1995, à la demande d'un certain nombre de délégations et compte tenu de la déclaration du Président du Conseil de sécurité, distribuée sous la cote S/PRST/1995/9, le Groupe de travail officieux à composition non limitée a été de nouveau convoqué afin d'examiner l'Agenda pour la paix (document A/47/277-S/24111) et son Supplément (document A/50/60-S/1995/1).

Le Président a désigné le Représentant permanent de l'Égypte, S. E. M. Nabil Elaraby, et le Représentant permanent de l'Espagne, S. E. M. Juan Antonio Yañez-Barnuevo, comme Président et Vice-Président respectivement. Le Groupe de travail s'est réuni entre le 28 mars et le 14 septembre 1995.

Comme suite à des consultations entre les divers États intéressés, le Bureau a défini plusieurs grands domaines d'étude et créé quatre sous-groupes chargés d'examiner : a) les sanctions imposées par l'ONU, question coordonnée par l'Ambassadeur du Brésil, S. E. M. Celso Luiz Nunes Amorim; b) la coordination, question coordonnée par l'Ambassadeur de la Norvège, S. E. M. Hans Jacob Biørn Lian; c) la diplomatie préventive et le rétablissement de la paix, question coordonnée par l'Ambassadeur de l'Australie, S. E. M. Richard Butler; et d) la consolidation de la paix après les conflits, question coordonnée par le Ministre conseiller de Singapour, S. E. Mme Vijayalakshmi Menon. Des discussions de fond ont été menées au sein de chacun des sous-groupes dont le coordonnateur a établi un document officiel. Les documents officiels ainsi élaborés contiennent un certain nombre d'éléments à incorporer dans une ou plusieurs résolutions futures.

Toutefois, faute de temps et eu égard aux consultations en cours, le Groupe de travail n'a pas pu achever ses travaux et aimerait les reprendre au cours de la cinquantième session de l'Assemblée générale afin de soumettre à l'Assemblée une ou plusieurs résolutions pour examen.

Sous réserve des directives que l'Assemblée générale pourrait lui donner à cet égard, il est recommandé que le Groupe de travail officiel à composition non limitée sur l'Agenda pour la paix se réunisse à nouveau au cours de la cinquantième session de l'Assemblée générale.

Puis-je considérer que l'Assemblée en a ainsi terminé avec l'examen du point 10 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Point 37 de l'ordre du jour (suite)

Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire et des secours en cas de catastrophe fournis par l'Organisation des Nations Unies, y compris l'assistance économique spéciale

b) Assistance économique spéciale à certains pays ou régions : projet de résolution A/49/L.70

Le Président : Je donne la parole au représentant d'Antigua-et-Barbuda, qui va présenter le projet de résolution A/49/L.70.

M. Hurst (Antigua-et-Barbuda) (*interprétation de l'anglais*) : Il y a deux semaines, les 4, 5 et 6 septembre, une terrible catastrophe naturelle a frappé les petits États insulaires vulnérables des Caraïbes orientales. Un cyclone, sans précédent tant par son ampleur que par sa violence, a déchaîné des rafales de vent atteignant plus de 260 kilomètres à l'heure qui ont dévasté une zone de plus de 1 100 kilomètres carrés. Des vagues déferlantes et des pluies battantes ont accompagné ce furieux cyclone qui a semé la mort et la destruction dans presque toutes les îles. Des dommages estimés à plus d'un milliard de dollars ont été causés aux commerces, aux maisons, aux écoles, aux églises et aux bâtiments gouvernementaux; les réseaux électriques et téléphoniques ont été complètement détruits dans plusieurs pays insulaires et les hôpitaux ont été particulièrement touchés.

Compte tenu des dommages causés à ces États Membres vulnérables par cette catastrophe naturelle et de l'urgence que revêtent les besoins des citoyens de nos petits pays insulaires, un projet de résolution a été distribué aux États Membres. Nous demandons à l'Assemblée d'appuyer le projet de résolution A/49/L.70.

Le projet de résolution s'inspire de celui qui a été adopté par l'Assemblée générale en 1989 lorsqu'un cyclone semblable avait sévi. Dans les alinéas du préambule l'Assemblée générale se réfère à des résolutions qu'elle a adoptées antérieurement à la suite de catastrophes naturelles ayant sévi dans la région des Caraïbes et note les efforts que déploient les gouvernements et les populations de la région pour lancer le processus de reconstruction. Dans le paragraphe 1 du dispositif elle exprime sa solidarité et son appui aux pays touchés, et dans le paragraphe 2 du dispositif elle exprime sa gratitude à tous les États et organismes des Nations Unies qui apportent des secours d'urgence aux pays touchés. Dans le paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution, elle prie instamment tous les États de contribuer généreusement aux activités de secours, de relèvement et de reconstruction menées dans les pays touchés. Dans le paragraphe 4 du dispositif de ce projet, elle recommande qu'en collaboration avec les institutions financières internationales et divers organes et organismes des Nations Unies des ressources soient mobilisées afin d'aider les gouvernements des pays touchés. Dans le paragraphe 5 du projet de résolution elle demande qu'un rapport soit pré-

senté à la cinquantième session, qui informerait les États Membres des mesures prises par les divers organes et organismes des Nations Unies en réponse à cette catastrophe naturelle.

Je tiens à souligner que préalablement au cyclone Luis, Antigua-et-Barbuda se préparait à recevoir la moitié de la population de l'île voisine de Montserrat, où un volcan menaçait de faire irruption. Des milliers de sans-abri se trouvant aujourd'hui à Antigua-et-Barbuda, nous ne pouvons à nous seuls fournir un refuge sûr à nos frères et soeurs de Montserrat. Alors que des maisons et autres bâtiments ont été endommagés à Montserrat par l'ouragan Luis, le volcan menace toujours d'y faire irruption. Des organismes des Nations Unies ont collaboré étroitement avec Antigua-et-Barbuda pour secourir les habitants de Montserrat privés de ressources par suite du danger que fait peser le volcan. Le cyclone a aggravé la situation à Montserrat et à Antigua-et-Barbuda.

Le tourisme, ressource principale de l'économie d'Antigua-et-Barbuda, est au point mort, étant donné que nombre d'hôtels situés sur les plages d'Antigua-et-Barbuda ont été endommagés. Les réseaux électriques et téléphoniques n'ayant pas été rétablis, notre très précieuse industrie touristique n'a pas encore pu repartir.

L'industrie bananière de la Dominique a reçu un autre coup dévastateur. La distribution d'électricité et d'eau courante n'a toujours pas été rétablie et les communications téléphoniques vers la Dominique sont pratiquement inexistantes.

Près de 60 % des habitations de Saint-Kitts-et-Nevis ont été endommagées par le cyclone Luis. Plusieurs parties du toit de l'hôpital principal se sont envolées. Les dégâts sont estimés à 60 millions de dollars.

Je souhaite remercier les pays suivants, membres du Groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, pour l'assistance qu'ils ont apportée à mon pays en cette période critique : Bahamas, Barbade, Belize, Pérou, Sainte-Lucie, Suriname, Trinité-et-Tobago et Venezuela — en fait toute la Communauté des Caraïbes et tous les membres du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes. Nous avons aussi reçu l'aide de pays n'appartenant pas à notre région : Australie, Canada, Italie, Suisse, Royaume-Uni et États-Unis. Nous avons également pris contact avec les gouvernements d'autres pays n'appartenant pas à notre région, dont nous attendons une assistance.

La violence du cyclone Luis a de nouveau montré la vulnérabilité des petits États insulaires. La saison n'étant pas terminée, il ne nous reste qu'à prier pour que nos îles échappent à une nouvelle dévastation. Le réchauffement de la Terre, nous dit-on, est une tragédie qui ne peut que provoquer à l'avenir dans nos îles d'autres tempêtes violentes.

La puissance administrante m'a autorisé à dire que la population de Saint-Martin, Antilles néerlandaises, souhaite également être mentionnée dans le projet de résolution. Une proposition a été faite pour inclure Saint-Martin, Antilles néerlandaises, dans l'intitulé du projet de résolution et pour ajouter, aux second, troisième et sixième alinéas du préambule et aux paragraphes 1 et 4 du dispositif les mots,

«et la population de Saint-Martin, Antilles néerlandaises».

Nous espérons que cet amendement oral rencontrera l'approbation des auteurs et des autres États Membres.

Je voudrais énumérer les pays qui ont jusqu'à présent parrainé ce projet de résolution : Algérie, Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Bénin, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Cap-Vert, République dominicaine, Equateur, El Salvador, Fidji, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Jamaïque, Koweït, Mexique, Micronésie, Niger, Nicaragua, Pays-Bas, Paraguay, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Sénégal, Seychelles, Samoa, Îles Salomon, Suède, Suriname, Trinité-et-Tobago, Ouganda, Viet Nam et Venezuela.

Il faut espérer que nous n'aurons plus jamais à présenter à l'Assemblée générale un projet de résolution ayant de nouveau trait à une catastrophe naturelle provoquée dans notre région par un cyclone.

Le Président : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/49/L.70, intitulé «Assistance d'urgence à Antigua-et-Barbuda, la Dominique, Montserrat et Saint-Kitts-et-Nevis», tel que révisé oralement par le représentant d'Antigua-et-Barbuda.

Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite adopter le projet de résolution A/49/L.70, tel que révisé oralement?

Le projet de résolution, tel que révisé oralement, est adopté (résolution 49/21 P).

Le Président : Puis-je considérer que l'Assemblée a terminé l'examen du point 37 b) de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé

Le Président : Puis-je également considérer que l'Assemblée a terminé l'examen du point 37 de l'ordre du jour dans son ensemble?

Il en est ainsi décidé.

Point 33 de l'ordre du jour (suite)

Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres et questions connexes

Rapport du Groupe de travail à composition non limitée chargé d'examiner la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres ainsi que d'autres questions ayant trait au Conseil de sécurité (A/49/47)

Le Président : L'Assemblée est saisie d'un projet de décision figurant dans le paragraphe 17 du rapport du Groupe de travail à composition non limitée (A/49/47).

Je tiens à exprimer mes plus vifs remerciements au Représentant permanent de la Finlande, S. E. M. Fredrik Wilhelm Breitsenstein, et au Représentant permanent de la Thaïlande, S. E. M. Nitya Pibulsonggram, qui ont remarquablement dirigé les débats et les négociations complexes du Groupe de travail. Je tiens aussi à exprimer ma gratitude aux États Membres pour leur participation constructive aux délibérations du Groupe de travail.

L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de décision figurant au paragraphe 17 du rapport (A/49/47) du Groupe de travail à composition non limitée sur la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres ainsi que d'autres questions ayant trait au Conseil de sécurité.

Puis-je considérer que l'Assemblée décide d'adopter le projet de décision?

Le projet de décision est adopté.

Le Président : Je donne la parole au représentant de l'Italie.

M. Ferrarin (Italie) (*interprétation de l'anglais*) : La délégation italienne se félicite de la volonté manifestée par

chacun d'entre nous au cours des dernières semaines en vue d'arriver à un accord sur le texte du rapport du Groupe de travail à composition non limitée, dont l'Assemblée est saisie aujourd'hui. Nous nous félicitons aussi de la solution de compromis à laquelle il a été possible de parvenir après une longue discussion, à savoir la distribution en tant que document officiel de l'Assemblée générale d'un recueil unique, élaboré en leur capacité personnelle par les deux Vice-Présidents, et comprenant une précieuse évaluation commune des deux textes évolutifs sur les groupes 1 et 2, ainsi que des propositions et contributions présentées par des pays à titre individuel et par des groupes de pays.

Ces documents, dans leur ensemble, semblent mériter une diffusion et une visibilité adéquates, car ils dressent un tableau fidèle de la complexité des travaux en cours, des progrès réalisés en termes de clarification des positions respectives et du fossé qui sépare ces positions. Comme le note le rapport,

«Il est en outre ressorti des débats qu'il continuait d'exister d'importantes divergences sur les questions essentielles dont est saisi le Groupe de travail, et qu'il faudrait encore examiner ces questions de façon approfondie.» (A/49/47, par. 16)

Depuis le début de ces travaux, l'Italie n'a ménagé aucun effort pour contribuer de façon constructive au débat et c'est elle qui, la première, a présenté une proposition détaillée et complète concernant l'élargissement du Conseil de sécurité, proposition qui a été progressivement affinée en tenant compte des suggestions entendues au cours du débat. Nous nous félicitons du fait que la version révisée de notre proposition, datée du 15 mai 1995, a été incluse dans le recueil qui sera distribué en tant que document officiel de l'Assemblée. Nous y soulignons la nécessité d'aborder la demande d'une réforme authentique du Conseil de sécurité en tenant compte des nombreux besoins ressentis par de nombreux pays très différents, grands et petits, et non pas exclusivement par le petit nombre de prétendants qui aspirent à un éternel et anachronique statut de privilégié.

Nous sommes fermement convaincus que, 50 ans après la naissance de l'Organisation des Nations Unies, le Conseil de sécurité doit être réformé et devenir plus représentatif, plus démocratique et plus transparent, pas simplement en paroles, mais dans les actes. À cette fin, il est selon nous indispensable de rééquilibrer au plan géographique sa composition et de faciliter l'accès à un siège à tous les pays, notamment aux 79 pays, y compris certains Membres fondateurs, qui n'ont jamais été désignés — non par choix — ainsi qu'aux 40 pays qui n'y ont siégé qu'une

seule fois. La perpétuation d'une situation dommageable pour quelque 119 Membres ne peut être tolérée plus longtemps. La réforme doit remédier à cette situation.

Toujours dans cet esprit, il convient d'entamer un examen approfondi des méthodes de travail du Conseil et de ses relations avec les Membres de l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organes de l'Organisation. À cet égard, qu'il me soit permis d'exprimer le sentiment de profonde insatisfaction qu'éprouve l'Italie du fait qu'à la suite d'objections émanant tout au plus de trois ou quatre pays, le paragraphe 14 du rapport mentionne que le concept de démocratie a été appuyé par «un grand nombre de délégations», alors que les autres principes qui sont à l'origine de la réforme ont rallié le consensus. Nous sommes fermement convaincus que, comme l'ont souligné d'autres délégations au cours du débat de la semaine dernière, ce «grand nombre» de délégations représente en effet l'écrasante majorité des pays qui participent à ces activités.

Indépendamment de toute mention restrictive de la notion de démocratie, la nécessité de procéder à une démocratisation du Conseil de sécurité est, selon nous, vivement ressentie par les États Membres des Nations Unies, par la communauté internationale et, surtout, par les peuples du monde, et qu'elle constitue sans doute la force motrice même de la démarche actuelle.

Pour terminer, qu'il me soit permis, Monsieur le Président, de vous exprimer, à l'occasion de la dernière réunion de la quarante-neuvième session de l'Assemblée générale, les remerciements et la gratitude de mon pays pour la compétence et le dévouement dont vous avez fait preuve en dirigeant au cours de l'année écoulée les travaux de cette instance — représentant direct de l'ensemble des Membres de l'Organisation des Nations Unies.

Le Président : Puis-je considérer que l'Assemblée a terminé l'examen du point 33 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Point 16 de l'ordre du jour (suite)

Élection aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres élections

a) Élection de douze membres du Conseil mondial de l'alimentation

Le Président : Conformément à la résolution 3348 (XXIX), du 17 décembre 1974, l'Assemblée générale élit les membres du Conseil mondial de l'alimentation dont la candidature est proposée par le Conseil économique et social.

Les membres se souviendront qu'à ses 75e et 97e séances plénières, tenues le 5 décembre 1994 et le 28 février 1995, l'Assemblée a élu 10 membres du Conseil mondial de l'alimentation, à savoir l'Albanie, l'Angola, la Colombie, la Fédération de Russie, le Honduras, les Îles Marshall, l'Indonésie, le Kenya, l'Ouganda et la République dominicaine.

L'Assemblée générale a ensuite décidé de maintenir cet alinéa à l'ordre du jour de sa quarante-neuvième session afin de pouvoir procéder à l'élection des deux membres restants des États d'Europe occidentale et autres États une fois que le Conseil économique et social aurait présenté des candidatures aux fins de nomination.

Je crois comprendre que le Conseil économique et social a remis à plus tard la présentation de candidatures pour les deux membres restants à élire parmi les États d'Europe occidentale et autres États, dont le mandat expirera le 31 décembre 1997. Le Conseil économique et social a de nouveau reporté la présentation de candidatures pour le membre à élire parmi les États d'Europe orientale et le membre à élire parmi les États d'Europe occidentale et autres États, dont le mandat expirera le 31 décembre 1996, de même que l'Assemblée l'avait fait à sa quarante-huitième session.

Les représentants se souviendront que cet alinéa est inscrit à l'ordre du jour provisoire de la cinquantième session.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale a terminé l'examen du point 16 a) de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Le Président : Puis-je considérer que l'Assemblée a également terminé l'examen du point 16 de l'ordre du jour dans son ensemble?

Il en est ainsi décidé.

Point 47 de l'ordre du jour

L'agression armée israélienne contre les installations nucléaires irakiennes et ses graves conséquences pour le système international établi en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et la paix et la sécurité internationales

Le Président : Les représentants se souviendront que le 23 septembre 1994 l'Assemblée a décidé d'inscrire ce point à l'ordre du jour de sa quarante-neuvième session.

Je crois comprendre que l'on souhaiterait que l'examen de ce point soit reporté à la cinquantième session de l'Assemblée générale.

Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite reporter l'examen de ce point et l'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquantième session?

Il en est ainsi décidé.

Le Président : Nous en avons ainsi terminé avec l'examen du point 47 de l'ordre du jour.

Point 48 de l'ordre du jour

Ouverture de négociations globales sur la coopération économique internationale pour le développement

Le Président : À cet égard, les représentants se souviendront que le 23 septembre 1994 l'Assemblée a décidé d'inscrire ce point à l'ordre du jour de sa quarante-neuvième session. Comme les membres le savent, ce point est inscrit à l'ordre du jour provisoire de la cinquantième session.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale en a terminé avec l'examen de ce point de l'ordre du jour à la présente session?

Il en est ainsi décidé.

Le Président : Nous en avons ainsi terminé avec l'examen du point 48 de l'ordre du jour.

Point 49 de l'ordre du jour

Application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies

Le Président : Les représentants se souviendront que le 23 septembre 1994 l'Assemblée a décidé d'inscrire ce point à l'ordre du jour de sa quarante-neuvième session. Comme les membres le savent, ce point est inscrit à l'ordre du jour provisoire de la cinquantième session.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale en a terminé avec l'examen du point 49 de l'ordre du jour à la présente session?

Il en est ainsi décidé.

Le Président : Nous en avons ainsi terminé avec l'examen du point 49 de l'ordre du jour.

Point 50 de l'ordre du jour

La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales

Le Président : Les représentants se souviendront que le 23 septembre 1994 l'Assemblée a décidé d'inscrire ce point à l'ordre du jour de la présente session.

Je crois comprendre qu'il serait souhaitable de reporter l'examen de ce point à la cinquantième session de l'Assemblée générale.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite reporter l'examen de ce point et l'inscrire au projet d'ordre du jour de la cinquantième session?

Il en est ainsi décidé.

Le Président : Nous en avons ainsi terminé avec l'examen du point 50 de l'ordre du jour.

Point 51 de l'ordre du jour

Question de Chypre

Le Président : Les représentants se souviendront que le 24 septembre 1994 l'Assemblée a décidé d'inscrire ce

point à l'ordre du jour de la présente session, mais de reporter sa décision concernant le renvoi de ce point au moment qui conviendrait au cours de la session.

Je crois comprendre qu'il serait souhaitable de reporter l'examen de ce point à la cinquantième session de l'Assemblée générale.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite reporter l'examen de ce point et l'inscrire au projet d'ordre du jour de la cinquantième session?

Il en est ainsi décidé.

Le Président : Nous en avons ainsi terminé avec l'examen du point 51 de l'ordre du jour.

Point 52 de l'ordre du jour

Conséquences de l'occupation du Koweït par l'Iraq et de l'agression iraquienne contre le Koweït

Le Président : Les représentants se souviendront que le 23 septembre 1994 l'Assemblée a décidé d'inscrire ce point à l'ordre du jour de sa quarante-neuvième session. Je crois comprendre qu'il serait souhaitable de reporter l'examen de ce point à la cinquantième session de l'Assemblée générale. Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite reporter l'examen de ce point et l'inscrire au projet d'ordre du jour de la cinquantième session?

Il en est ainsi décidé.

Points 127 et 130 de l'ordre du jour (suite)

Financement de la Mission d'observation des Nations Unies Ouganda-Rwanda

Financement de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda

Le Président : Les représentants se souviendront que l'Assemblée a adopté les résolutions 49/20 A et B ainsi que la décision 49/481 au titre de ces deux points.

Comme les membres le savent, la question relative au financement de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda est inscrite à l'ordre du jour provisoire de la cinquantième session de l'Assemblée générale. Puis-je

considérer que l'Assemblée en a terminé avec l'examen des points 127 et 130 à la présente session?

Il en est ainsi décidé.

Point 131 de l'ordre du jour

Financement de l'Équipe de liaison militaire des Nations Unies au Cambodge

Le Président : Les représentants se souviendront que l'Assemblée générale a adopté la décision 49/485 au titre de ce point. Puis-je considérer que l'Assemblée générale en a terminé avec l'examen de ce point à la présente session?

Il en est ainsi décidé.

Programme de travail

Le Président : Je tiens à rappeler aux délégations que les points ci-après de l'ordre du jour, sur lesquels l'Assemblée a statué lors de séances précédentes, doivent encore être examinés pendant la quarante-neuvième session de l'Assemblée générale :

Point 11	Rapport du Conseil de sécurité
Point 34	La situation de la démocratie et des droits de l'homme en Haïti
Point 39	La situation en Bosnie-Herzégovine
Point 40	Question de Palestine
Point 43	Restructuration et revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes
Point 44	Célébration du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies en 1995
Point 77	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
Point 79	Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects

Point 97	Promotion de la femme	Point 126	Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie
Point 100	Questions relatives aux droits de l'homme	Point 128	Financement de la Mission des Nations Unies en Haïti
Point 104	Rapports financiers et états financiers vérifiés, et rapports du Comité des commissaires aux comptes	Point 129	Financement de la Mission d'observation des Nations Unies au Libéria
Point 107	Budget-programme pour l'exercice biennal 1994-1995	Point 146	Financement du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991
Point 109	Amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies	Point 162	Financement de la Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan
Point 112	Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies	Point 163	Financement du Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide et d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994
Point 116	Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient	Comme les membres le savent, ces points sont inscrits à l'ordre du jour provisoire de la cinquantième session de l'Assemblée générale.	
Point 117	Financement de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola	Puis-je considérer que l'Assemblée générale en a terminé avec l'examen de ces points à la présente session?	
Point 118	Financement des activités qui découlent de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité	<i>Il en est ainsi décidé.</i>	
Point 119	Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental	Déclaration de clôture du Président	
Point 120	Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en El Salvador	Le Président : Au moment de clore la quarante-neuvième session de l'Assemblée générale, j'éprouve un double sentiment. Le premier, pourquoi ne pas le dire, est fait de fierté : celle d'avoir incarné, à travers ma modeste personne, une institution aussi prestigieuse, dans laquelle les peuples continuent de placer leurs plus grands espoirs. L'occasion m'a été donnée de répondre à des invitations, de visiter nombre d'États Membres, et j'ai pu vérifier, à chacun de mes voyages, la place éminente qu'occupe notre organisation dans l'esprit non seulement des responsables politiques, mais aussi dans les préoccupations des opinions nationales. J'ai pu constater que les buts et les principes de	
Point 121	Financement et liquidation de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge		
Point 122	Financement de la Force de protection des Nations Unies		
Point 123	Financement de l'Opération des Nations Unies en Somalie II		
Point 124	Financement de l'Opération des Nations Unies au Mozambique		
Point 125	Financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre		

notre organisation demeuraient encore les références suprêmes qu'ils étaient déjà au lendemain de la seconde guerre mondiale. Partout où je me suis trouvé — en Amérique, en Asie, en Europe, et chez moi en Afrique —, j'ai pu mesurer la portée, l'actualité et la solidité de l'acte fondateur de 1945. À travers les marques de sympathie, d'amitié ou même d'affection qui m'étaient réservées, j'ai toujours eu pleinement conscience que l'on honorait d'abord et avant tout notre organisation, au nom de laquelle je m'exprimais.

Cette attention a même pris un sens particulier en cette année de célébration du cinquantenaire de l'ONU. Je peux solennellement porter témoignage qu'un demi-siècle après sa création, la foi dans les idéaux de l'ONU est restée inébranlable. Cette foi a eu raison de toutes les épreuves, des crises multiples ou des conflits sanglants que notre planète a connus. La paix, le progrès social, la coopération internationale, le respect des droits de l'homme, inscrits en lettres d'or dans la Charte de l'ONU, sont aujourd'hui encore les maîtres mots des relations internationales.

Je voudrais ajouter qu'à travers moi, c'est l'Assemblée générale — ce qu'elle représente, ce qu'elle symbolise — qui était saluée. La diversité et la richesse des «peuples des Nations Unies» caractérisent notre Assemblée, et il n'est guère étonnant qu'elle ait été, tout au long des 50 dernières années, l'ultime rempart de l'Organisation, et qu'elle soit parvenue, dans les moments les plus difficiles, à préserver un espace de dialogue sans lequel la paix mondiale aurait été certainement davantage menacée. J'ai déjà eu l'occasion de m'exprimer sur le rôle inestimable joué par l'Assemblée générale : elle a toujours été aux rendez-vous de l'Histoire, et son action inlassable, conjuguée avec la prise en compte des aspirations des peuples, lui a permis de donner plus de consistance à la notion même de communauté internationale.

En cette période où l'incertitude le dispute à l'angoisse, où les facteurs de déstabilisation sont aussi multiples que pernecieux, où le doute s'installe parfois sur la capacité des Nations Unies à jeter les fondements d'une nouvelle société internationale, les regards sont une nouvelle fois tournés vers l'Assemblée générale.

Il nous appartient donc de répondre aux attentes placées en nous.

Cela me conduit à vous faire part du second sentiment qui m'habite à la fin de cette quarante-neuvième session. J'avoue être partagé entre la certitude que nous avons fait de notre mieux pour accomplir la mission qui nous a été

confiée, et le regret de ne pas avoir toujours abouti à des solutions sur des questions qui engagent tant notre Organisation que l'avenir de la communauté internationale. Ce n'est pas faute de nous y être attelés, si des problèmes aussi cruciaux que ceux de la réforme du Conseil de sécurité et de la situation financière de l'Organisation, pour ne citer que ces deux questions, demeurent posés. Que l'on ne s'y méprenne : l'ONU ne saurait relever les défis qui se posent à notre planète si elle ne se dote pas de moyens structurels et financiers mieux adaptés à ses missions fondamentales. Le maintien de la paix, pour m'en tenir pour le moment à cela, ne peut avoir qu'un goût d'inachevé si l'on ne s'attaque pas à ce qui constitue le terreau de la guerre. Là où la misère s'installe, là où les frustrations et les exclusions s'accumulent, le risque est grand de voir surgir la haine dont se nourrissent les conflits.

Au demeurant, ces observations préliminaires m'amènent à vous faire partager, sans détour, quelques réflexions que m'inspire la présente session qui s'achève.

De prime abord, je peux affirmer que l'Organisation des Nations Unies est davantage au centre des relations internationales.

Le débat général de la quarante-neuvième session a été une nouvelle fois l'occasion pour les représentants des États Membres de s'exprimer sur les grands sujets de l'heure. Tout en faisant valoir leurs positions parfois divergentes sur des questions majeures, 45 chefs d'État et de gouvernement ont clairement renouvelé leur confiance dans l'Organisation. L'Assemblée générale assume plus que jamais une fonction de forum de discussion planétaire, cela, par le nombre et la qualité des intervenants, d'une part, la diversité des problèmes évoqués, ou encore l'éventail des 328 résolutions adoptées au cours de cette session, d'autre part. Au cours de la session qui s'achève, le caractère universel de l'Organisation s'est encore renforcé avec l'admission, comme 185e État Membre, de la République de Palaos, dernier territoire soumis au régime de tutelle instauré par la Charte en 1945. Je vois dans cet événement l'illustration du rôle joué par l'Assemblée générale dans l'émancipation des peuples, en vertu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Je me garderai de rendre compte de manière exhaustive de nos activités, me contentant d'en mentionner quelques-unes qui témoignent de la mission normative qui nous a été également confiée.

La quarante-neuvième session de l'Assemblée générale a ainsi adopté trois instruments de première importance sur le plan juridique et politique : la Déclaration sur le renfor-

cement de la coopération entre l'ONU et les accords ou organismes régionaux dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales, la Déclaration sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international, ainsi que la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé. Nos travaux ont également été marqués par l'entrée en vigueur, le 16 novembre 1994, de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et de l'Accord du 28 juillet 1994 relatif à l'application de la partie XI de ladite convention. En mai 1995, l'Assemblée générale a élu les juges du Tribunal criminel international chargés de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide et d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994.

Au cours de la quarante-neuvième session, je me suis efforcé de me faire l'écho des préoccupations des États Membres dans la recherche de la plus grande efficacité de l'Organisation. C'est dans cet esprit qu'en plus du groupe de travail déjà existant sur l'élargissement du Conseil de sécurité, ont été mis en place trois nouveaux groupes de travail dont le mandat est d'étudier respectivement la situation financière de l'Organisation, les problèmes du développement dans le cadre de l'Agenda pour le développement et, enfin, le renforcement de l'efficacité globale du système des Nations Unies. Ce sont là des questions essentielles, et des réponses qui leur seront apportées dépendra dans une large mesure la réalisation des ambitions de l'ONU pour le XXIe siècle.

S'agissant du dossier de la réforme du Conseil de sécurité, un groupe de travail à composition non limitée créé par la quarante-huitième session s'est penché sur la question. Ce dernier, chargé d'examiner la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres, a organisé ses travaux autour de deux séries de questions : d'une part, celles relatives à la composition du Conseil, y compris les membres permanents, les membres non permanents et de nouvelles catégories de membres, et, d'autre part, celles touchant à l'amélioration des méthodes de travail et des procédures du Conseil, à son efficacité et à sa productivité, ainsi qu'à ses relations avec les autres organes des Nations Unies.

Des discussions substantielles ont eu lieu au cours de la présente session, mais la complexité des questions abordées nécessite que leur examen soit poursuivi pour parvenir à des résultats significatifs.

Toutefois, même si nous sommes loin d'un accord total, nous avons maintenant une perception plus claire des positions des uns et des autres sur les éléments essentiels de ces questions.

En tout état de cause, il me semble qu'à terme, il faudra nécessairement une volonté politique au plus haut niveau pour faire aboutir cet exercice.

Dans cet ordre d'idées, le Groupe de travail officieux à composition non limitée sur l'Agenda pour la paix a poursuivi ses consultations dans le cadre de quatre sous-groupes spécifiques.

Des discussions approfondies ont eu lieu au sein de chacun de ces sous-groupes et devront se poursuivre au cours de la prochaine session.

En ce qui concerne la situation financière précaire de l'Organisation sur laquelle le Secrétaire général avait appelé l'attention de l'Assemblée dans sa déclaration du 12 octobre 1994, un groupe de travail de haut niveau à composition non limitée a été créé. J'ai eu l'honneur de présider ce groupe de travail dont les travaux ont été guidés par le seul souci d'assurer une assise financière plus viable à l'Organisation. Les mesures que préconise ce groupe de travail, tout comme le rapport du Groupe de travail spécial composé d'experts gouvernementaux chargé d'examiner l'application du principe de la capacité de paiement en tant que critère fondamental pour l'établissement du barème des quotes-parts au budget ordinaire, ont été soumis à l'Assemblée générale.

Compte tenu du fait que l'accord n'a pas pu être réalisé sur de nombreux points, l'Assemblée a demandé au Groupe de travail de poursuivre ses travaux au cours de la cinquantième session.

S'agissant plus particulièrement de la nécessité d'améliorer la gestion des opérations de maintien de la paix, l'Assemblée générale a adopté un ensemble de procédures destinées à rationaliser les aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

L'Assemblée générale a par ailleurs poursuivi ses consultations sur l'Agenda pour le développement. À ce titre, un groupe de travail ad hoc à composition non limitée a été créé, qui est chargé d'élaborer des propositions susceptibles d'aboutir à l'adoption définitive d'un agenda pour le développement, orienté vers l'action.

Le Groupe de travail a accompli des progrès considérables, mais, faute de temps, il n'a pu achever ses travaux. Ce groupe de travail poursuivra également ses travaux au cours de la cinquantième session.

Enfin, l'Assemblée générale vient de créer le Groupe de travail de haut niveau à composition non limitée sur le renforcement du système des Nations Unies, dont les recommandations vont contribuer au renforcement de l'efficacité globale du système des Nations Unies.

D'une manière générale, notre attente est telle que les difficultés de l'Organisation suscitent les déconvenues les plus grandes qui sont à la mesure des espérances déçues. On ne reproche plus alors, à l'Organisation, de trop en faire, on s'indigne plutôt qu'elle n'en fasse pas assez.

Cette propension à s'interroger sur l'ONU, à attendre tout d'elle est assurément le reflet de l'environnement changeant dans lequel évolue désormais notre Organisation.

En effet, l'Assemblée générale par exemple, qui, dans le passé ne se réunissait qu'en de rares occasions entre janvier et septembre, est maintenant en session pratiquement de façon permanente tout au long de l'année.

Au cours des neuf derniers mois qui viennent de s'écouler, j'ai présidé, en plus des séances de l'Assemblée générale, les travaux de trois groupes de travail — bien sûr, j'ai été secondé par les Vice-Présidents d'une manière efficace — et entrepris des consultations pour la formation d'un quatrième groupe de travail. J'ai également effectué de nombreuses visites officielles à l'invitation des gouvernements des États Membres.

Comme on peut le constater, la présidence de l'Assemblée générale implique désormais nombre d'activités tant au Siège qu'à l'extérieur. À cet égard, il convient de rappeler la résolution 46/77 de l'Assemblée générale relative à l'institutionnalisation du Bureau du Président de l'Assemblée générale, et de l'appui accordé à ce Bureau dans l'exercice du mandat du Président.

Pour toutes ces activités du Président de l'Assemblée générale, il s'avère indispensable que cette résolution soit appliquée et que des ressources budgétaires prévisionnelles adéquates soient dégagées à cet effet. Il est grand temps que l'Assemblée générale se penche sur cette question.

La seconde réflexion que je voudrais partager avec vous concerne la nécessité du renouveau de l'ONU. Ce besoin de renouveau des Nations Unies est incontestable-

blement lié aux conditions politiques nouvelles qui, depuis quelques années, ont permis au Conseil de sécurité d'assurer avec plus de détermination ses responsabilités propres dans le maintien de la paix. À partir de 1989-1990, l'ONU s'est considérablement investie dans des opérations allant du maintien de la paix à la mise en place des structures juridiques, politiques, économiques et sociales visant à instaurer la paix.

L'action du Conseil de sécurité, organe permanent et restreint agissant au nom de tous les États Membres de l'Organisation, s'est révélée essentielle. Cependant, elle doit tenir compte de la grande diversité de la société internationale et s'y adapter car rien ne serait plus dangereux que le sentiment selon lequel l'institution investie de la responsabilité principale du maintien de la paix n'agirait qu'en tant qu'instrument au service de quelques puissances.

Que le Conseil soit investi de pouvoirs de décision exceptionnels, qu'il impose des sanctions, est une chose que nul ne conteste. En revanche, les actions du Conseil de sécurité gagneraient à recueillir le consensus le plus large pour éviter de céder à la partialité.

Il ne serait pas souhaitable que s'accroisse le déséquilibre institutionnel entre le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale des Nations Unies. Un tel déséquilibre serait le fruit d'une interprétation erronée de la Charte qui, pour avoir choisi l'efficacité dans le domaine du maintien de la paix, n'a en rien sacrifié les compétences de l'Assemblée générale, en tant qu'institution incarnant le principe de l'égalité souveraine des États Membres de l'Organisation.

Un autre sujet de réflexion a trait à la paix et à la sécurité internationales. Indéniablement, la prorogation indéfinie du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires doit être signalée comme un aboutissement majeur tendant à garantir la sécurité internationale. Nous savons le rôle déterminant que l'Assemblée générale a joué en vue de la réalisation de cet accord conclu le 11 mai 1995 à New York.

S'agissant des foyers de tension en général, lorsque le Conseil de sécurité s'est trouvé paralysé par l'utilisation du veto, nous avons observé la vigueur avec laquelle l'Assemblée générale a utilisé les pouvoirs qu'elle tenait de la Charte, notamment en son Article 11. Elle a ainsi, à bien des occasions, été associée à des actions en faveur du maintien de la paix. Même si la situation politique mondiale n'est plus celle qui prévalait naguère, l'Assemblée générale ne peut être écartée des questions relevant de la paix et de la sécurité internationales. Dans ce domaine, l'action de

notre Organisation doit avoir un caractère préventif, question si chère à l'ancien Secrétaire général Dag Hammarskjöld. Cette diplomatie préventive se trouve être l'une des bases fondamentales de la politique définie par l'actuel Secrétaire général dans son Agenda pour la paix. Dans ce contexte, le rôle de l'Assemblée doit être plus important et il est souhaitable que les recommandations du Groupe de travail officieux à composition non limitée de l'Assemblée générale sur l'Agenda pour la paix contribuent à l'élaboration des résolutions en faveur du renforcement de la paix.

L'Assemblée générale, par sa composition universelle et l'éventail des points de vue qui s'y expriment, est l'organe le mieux placé pour remplir la fonction de prévention des conflits. De ce point de vue, et sans préjudice aucun des compétences du Conseil de sécurité, l'Assemblée doit rester au coeur du système de maintien de la paix en tant qu'organe de réflexion et de prévention.

Il est un autre domaine où le rôle de l'Assemblée est essentiel. Il s'agit de l'établissement des faits, si important dans la recherche de solutions ou la prévention des conflits. Ici encore, l'action de l'Assemblée peut conforter et compléter celle du Conseil de sécurité en vue d'une plus grande efficacité.

Je me suis également penché sur les problèmes de financement de l'Organisation et de ses actions en faveur de la paix. Et cette question, nous le savons tous, est capitale pour l'avenir de l'Organisation et donc pour le maintien de la paix.

La situation financière de l'Organisation se caractérise par une crise grave. Le Secrétaire général s'était adressé à ce sujet à l'Assemblée générale le 12 octobre 1994, mais il avait également tiré la sonnette d'alarme le 22 juin dernier sur l'état des comptes devant le Groupe de travail de haut niveau à composition non limitée sur la situation financière de l'Organisation. La crise tient notamment au fait que les États Membres ne s'acquittent pas intégralement et à temps de leurs contributions financières aux différents budgets de l'Organisation.

Au 10 août 1995, le solde non acquitté des contributions s'élevait au total à 3,9 milliards de dollars des États-Unis, dont 858,2 millions de dollars au titre du budget ordinaire et 3 milliards de dollars au titre des opérations de maintien de la paix. Cette situation, évidemment, affecte le fonctionnement et l'efficacité de l'Organisation dans tous les domaines et singulièrement dans celui du maintien de la paix.

L'Assemblée générale a, au cours de la présente session, réaffirmé la nécessité de se conformer à l'Article 17 de la Charte, qui indique que le financement des opérations de maintien de la paix était la responsabilité collective de tous les États Membres. Dans son Agenda pour la paix, le Secrétaire général a fait à ce sujet des propositions dont certaines ont été approuvées par l'Assemblée générale et mises en oeuvre. En fait, c'est à une réflexion d'ensemble qu'en réalité nous sommes invités. L'Assemblée générale doit plus que jamais prendre les initiatives que commande une telle situation pour affranchir l'Organisation, d'une part des incertitudes financières qui pèsent sur elle actuellement, et d'autre part de la tutelle, dans ce domaine, exercée sur elle par certains États Membres. À cet égard, les mesures les plus audacieuses devraient être imaginées en vue de doter l'Organisation de ressources adéquates et prévisibles. En tout état de cause, ces solutions devraient prendre en compte la capacité de paiement des États Membres.

Les relations des Nations Unies avec les organisations régionales ont particulièrement retenu mon attention. Et cette question me semble être l'une des plus importantes pour l'avenir des relations internationales. Le maintien de la paix appelle à la mise en oeuvre des dispositions du Chapitre VIII de la Charte. Le Conseil de sécurité attache une grande importance au rôle des accords et organismes régionaux et il estime indispensable que leurs efforts soient coordonnés avec ceux de l'Organisation des Nations Unies. L'Assemblée générale, par sa résolution 47/71 (par. 52), a expressément invité les organisations régionales et sous-régionales à coopérer avec l'Organisation conformément au Chapitre VIII de sa Charte.

Le rôle de l'Assemblée générale s'avère donc essentiel. Par sa composition universelle, elle est le lieu par excellence où les problèmes de sécurité régionale pourraient être débattus dans la perspective de la recherche de solutions viables visant l'instauration d'une paix durable au niveau des régions, condition préalable à tout développement.

Je me suis interrogé sur les rapports entre l'ONU et l'opinion publique internationale pour aboutir à la conviction que l'Assemblée générale doit se faire l'interprète de l'opinion publique internationale. Depuis 50 ans, l'Assemblée générale se fait l'écho de l'opinion publique internationale en contribuant par ses nombreuses résolutions et conventions à une évolution significative du droit international positif. Le rôle de l'Assemblée générale a également contribué à une plus grande prise de conscience par la communauté internationale des problèmes liés au développement économique et social.

Dans cet ordre d'idées, une innovation majeure de l'Assemblée générale concerne la tenue de grandes conférences mondiales. Ces conférences permettent les débats les plus larges et élaborent des programmes d'action concrets. Des droits de l'homme en général à la situation particulière des femmes, du développement durable à la prévention des catastrophes naturelles, des problèmes de la population à ceux de l'environnement, de l'habitat au développement social, elles visent à traduire les aspirations de l'humanité pour un mieux-être. La participation à ces conférences des organisations non gouvernementales et la mobilisation toujours plus grande à laquelle elles donnent lieu doivent être saluées.

Nous accueillons avec satisfaction les progrès considérables réalisés à Beijing sur la longue voie de la promotion de la femme. Pour toutes ces conférences, le rôle déterminant de l'Assemblée générale mérite une fois de plus d'être signalé.

Permettez-moi de m'arrêter un instant sur l'Afrique, le continent dont je suis issu.

Au cours de sa session de fond tenue à Genève cet été, le Conseil économique et social a concentré son débat de haut niveau sur le développement de l'Afrique. À cette occasion, la pertinence et l'actualité du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 ont été rappelés, tout comme le cadre nécessaire de partenariat entre l'Afrique et la communauté internationale dans lequel devraient se réaliser les objectifs du nouvel Ordre du jour. Malheureusement, force est de constater que, dans le contexte d'une économie mondialisée, l'Afrique, malgré des réformes courageuses et des efforts d'ajustement considérables au niveau national, reste un continent marginalisé sans prise réelle avec la croissance globale de l'économie mondiale.

En effet, l'image réductrice de l'Afrique que donnent trop souvent les médias internationaux ne rend pas compte de la révolution, n'ayons pas peur des mots, dans laquelle l'Afrique est engagée. Face aux difficultés économiques et sociales grandissantes, nos États entreprennent résolument des réformes tendant à assainir nos économies et à rétablir les équilibres économiques fondamentaux. Nous nous sommes également engagés à promouvoir l'État de droit et des règles démocratiques. Le succès d'une telle entreprise est subordonné à l'adhésion de nos peuples. Aucune réforme, quelle qu'elle soit, ne peut aboutir sans l'approbation préalable des peuples concernés. Il est nécessaire de rappeler ici que nos peuples ont subi dans la douleur les effets des politiques d'austérité imposées par les institutions

financières internationales. Mais que l'on prenne garde à ne pas franchir le seuil de l'insupportable, à ne pas briser la cohésion sociale, à ne pas réduire la capacité de l'État africain à détenir les moyens de s'assumer. Des exemples tragiques montrent ce que peuvent être les conséquences d'une telle situation.

Les efforts courageux entrepris sur le continent africain doivent nécessairement être appuyés par une action plus soutenue des pays industrialisés. Il convient de passer de la rhétorique aux actes; des déclarations d'intention à leur mise en oeuvre. L'adoption d'un Agenda pour le développement doit être plus que jamais l'occasion de replacer l'ONU au centre des activités internationales pour le développement économique et social.

Aussi, les Nations Unies doivent-elles pouvoir disposer de ressources nécessaires pour promouvoir la paix dans le monde, tant au niveau des opérations diplomatiques et militaires nécessaires pour assurer la sécurité des individus et des peuples qu'au niveau des opérations de développement en faveur d'un mieux-être de l'ensemble de l'humanité. Seule une action concertée pourra nous permettre, ainsi qu'aux générations futures, de vivre en paix.

Pour s'attaquer aux problèmes globaux qui n'ont pas de frontières et qui menacent notre existence, à la fois individuelle et collective, la solidarité entre les peuples est plus que jamais nécessaire. Qu'il me suffise de mentionner les problèmes liés à la drogue, à la dégradation de l'environnement, à l'utilisation abusive de ressources rares et non renouvelables, au sida et à la pauvreté.

Les Nations Unies ont un rôle essentiel à jouer sur ces différents fronts. S'il est vrai qu'il faut exiger de l'Organisation une plus grande efficacité et une meilleure coordination de ses efforts, il faut également lui donner les moyens de mettre en oeuvre toutes les résolutions que nous adoptons et de réaliser les espoirs que nous fondons sur elle.

À défaut d'appuyer tous nos discours par des moyens adéquats, l'Organisation ne pourra que décevoir les attentes des peuples. C'est un risque que nous ne pouvons pas et ne voulons pas courir. Car nous tous, qui avons depuis plusieurs années observé l'évolution de l'humanité, savons que la diplomatie préventive et l'aide au développement sont de loin moins coûteux que les conflits et les guerres. Nous savons aussi que la lutte contre la pauvreté sous toutes ses formes constitue le plus sûr moyen de favoriser la paix sur cette planète, de faciliter les échanges commerciaux et

de lutter contre les autres problèmes globaux que je viens d'énoncer.

Nous sommes, par ailleurs, pleinement conscients que tous les États à travers le monde, sans exception, sont aux prises avec des problèmes budgétaires considérables. La tentation de réduire la part de ces budgets allant aux opérations de maintien de la paix et de développement réalisées par les Nations Unies est grande et nous la comprenons. Mais, en période de pénurie, il faut être encore davantage vigilant dans nos décisions d'allocation des ressources. Il faut assurer qu'une certaine économie aujourd'hui n'occasionnera pas des dépenses encore plus grandes dans l'avenir. Le financement soutenu et approprié des activités des Nations Unies — assorti bien sûr de contrôles d'efficacité et de qualité — est un investissement indispensable dans notre avenir à tous. Ne pas le faire au vu des contraintes budgétaires à court terme serait compromettre nos perspectives de développement mondial à long terme. Il nous faut donc réexaminer, au niveau de chacun de nos États et collectivement, l'apport et l'efficacité de l'Organisation. Je suis certain qu'une telle démarche nous permettra de mieux cerner les raisons pour lesquelles l'Organisation des Nations Unies doit bénéficier du support continu et accru de la communauté internationale.

Avant de terminer, je voudrais remercier tous ceux qui m'ont accompagné tout au long de la mission exaltante que j'ai accomplie.

Je dédie mes dernières pensées en ma qualité de Président de l'Assemblée générale à mon pays, la Côte d'Ivoire, que je me suis efforcé de représenter avec dignité et au mieux de mes capacités morales et professionnelles. J'ai toujours considéré que mon élection à ce poste prestigieux de l'ONU était un hommage rendu, non à ma modeste personne, mais à ma patrie, ainsi qu'à la politique courageuse et pragmatique incarnée par le père de la nation ivoirienne, le Président Félix Houphouët-Boigny. Cette politique est poursuivie aujourd'hui avec une volonté et une foi inébranlables par le Président Henri Konan Bédié, son digne successeur. Le Président Henri Konan Bédié conduit aujourd'hui avec bonheur la Côte d'Ivoire vers sa grande destinée par des réalisations concrètes, tant au plan économique que social, et par la consolidation d'un système démocratique qui accorde la priorité au plein respect des droits de l'homme, de la dignité et des libertés civiles de tous les Ivoiriens.

Qu'il me soit permis, par ailleurs, d'exprimer ma gratitude à l'endroit des chefs d'États africains pour leur soutien constant, ainsi qu'à l'Organisation de l'unité afri-

caine (OUA) et au Groupe africain de l'ONU pour leur disponibilité permanente.

J'adresse mes remerciements au Mouvement des pays non alignés ainsi qu'au Groupe des 77 pour leur inestimable coopération. J'y associe également tous les autres groupes régionaux de l'ONU qui m'ont gratifié de leur amitié et de leur collaboration constructive dans la recherche de solutions aux nombreux problèmes. Tout cela m'aura permis d'exercer, dans les meilleures conditions et dans leur plénitude, mes responsabilités.

Permettez-moi, à présent, d'exprimer mes très sincères remerciements à S. E. M. Boutros Boutros-Ghali, ce frère africain, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, dont l'appui permanent ne m'a jamais fait défaut.

J'adresse également mes remerciements aux Vice-Présidents et à tous les membres du Bureau de l'Assemblée générale, aux Présidents des Commissions, sans oublier les Vice-Présidents des différents groupes de travail, qui m'ont constamment assisté et permis de mener à bien ma tâche. J'y associe également le Sous-Secrétaire général, M. de Soto, et ses collaborateurs de la Division des affaires de l'Assemblée générale. Je n'oublie pas de remercier la multitude des fonctionnaires du Secrétariat, visibles et invisibles, préposés aux salles de conférence, éditeurs, interprètes, traducteurs, secrétaires, dactylographes, personnels de sécurité, plantons, personnes chargées de la restauration et de la maintenance, ainsi que ceux dont le rôle délicat et apprécié était de fleurir, jour après jour, les bureaux de l'Assemblée générale. Tous nous ont aidés à leurs niveaux respectifs en accomplissant leurs tâches avec professionnalisme et dévouement.

Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation

Le Président : La quarante-neuvième session ordinaire de l'Assemblée générale touche à sa fin. J'invite les représentants à se lever et à observer une minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation.

Les membres de l'Assemblée générale observent une minute de silence ou de méditation.

Clôture de la quarante-neuvième session

Le Président : Je déclare close la quarante-neuvième session de l'Assemblée générale.

La séance est levée à 12 h 20.